



COP27

Vivement un fonds de secours pour les pays pauvres victimes de désastres climatiques

AFRIQUE-MONDE.

A Londres, la RDC a réitéré son engagement à lutter contre les violences sexuelles et soutenir les survivants



www.congodiplomatie-mag.com

Congodiplomatie

LE MAGAZINE DIPLOMATIQUE ET DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE N°13 • DECEMBRE 2022



«Le Royaume - Uni reste aux côtés de la République démocratique du Congo qui défend légitimement sa souveraineté».

Emily Maltman,
ambassadrice britannique en RD Congo



Spéciale coopération ROYAUME-UNI - RD CONGO

Action pour la paix et la sécurité, droits de l'homme et justice, protection des forêts, accès à l'éducation, à la santé, coopération économique pour une prospérité durable. Retour sur les actions annuelles du Royaume-Uni en RD Congo

Jl-3.01506-57217. 8 \$ US



**Directeur de Publication**

Gomer OLEKO

oleko.gom@gmail.com

Direction de rédaction

info.congodiplomatie@gmail.com

Administration et finance

Cédrick BWATA

Comité de Rédaction

Gomer OLEKO

Claude Constant NYEMBWE

Freddy MUTAMBAYI

Naomie NSAKANI

Keke BEYA

Christopher KARIM

Réalisation graphique

Obéd MUMPEDE

Photo

Pathy BANGBATE

Ambassade britannique

Présidence RDC

Commercial

Levy KATSHUNGA



Congodiplomatie est édité par Blims media. Une agence d'édition, de production TV et de promotion touristique basée à Kinshasa.

Contact.blimsmedia@gmail.com

(+243) 851 089 685

www.congodiplomatie-mag.com

Dépôt légal : JI 3.01506-57 217

Le Royaume-Uni, une puissance, un partenaire stratégique

L'insécurité que cause le groupe armé M23 à l'Est de la République démocratique du Congo préoccupe au plus haut point le gouvernement congolais, et pousse ses partenaires les plus choqués à exprimer leur désolation et condamner ces actes causant la mort et les déplacements de la population.

Partenaire Traditionnel, le Royaume-Uni appui la RDC dans la stabilisation et la recherche de la paix avec ses voisins membres du Commonwealth, cette structure de 56 Etats ayant comme chef, le Monarque britannique et comme valeur, «le respect des droits démocratiques et humains ».

En décembre 2021, le Royaume-Uni avait accueilli la COP26 à Glasgow. Plus de 140 dirigeants venus du monde entier s'étaient engagé à stopper et inverser la perte de forêts et la dégradation des terres d'ici 2030. Lors de cet évènement déterminant pour la lutte contre le changement climatique, l'ancien premier ministre britannique Boris Johnson, les présidents américain Joe Biden, congolais Felix Tshisekedi et gabonais Ali Bongo avaient annoncé une promesse de don de 12 donateurs de 1,5 milliard de dollars US pour les forêts du Bassin du Congo pour la période 2021-2025.

Bailleur important, le Royaume-Uni accompagne la RDC également dans plusieurs autres domaines, notamment la santé, l'éducation, l'assistance humanitaire et met en œuvre plusieurs programmes qui se focalisent à la réforme institutionnelle en République démocratique du Congo.

CONGO DIPLOMATIE, votre magazine libre et indépendant dont l'objectif est la récolte et le traitement de l'information diplomatique et ayant trait aux relations économiques internationales, reconnaît l'apport du Royaume-Uni, et ne peut s'empêcher de faire son devoir d'informer au grand public, les actions accomplies par cette puissance européenne. C'est une manière pour nous de soutenir le partenariat transparent qui existe entre les deux pays, de le promouvoir et d'attirer les investissements britanniques et européens en RDC, ce pays qui, selon l'Ambassadrice Maltman, intéresse beaucoup des sociétés britanniques.

Vous trouverez dans les pages qui suivent, les interventions britanniques pour la paix et la stabilité, la démocratie, les droits de l'homme et l'aide humanitaire. Vous trouverez également l'interview exclusive de madame Emily Maltman, ambassadrice du Royaume-Uni en RD Congo.

Congo Diplomatie est un mensuel d'informations relatives à la diplomatie et la coopération entretenue d'une part entre la RDC et les pays étrangers représentés à Kinshasa, et d'autre part entre la RDC et les Organismes internationaux accrédités dans le pays. Il est diffusé à Kinshasa, Bruxelles, Paris, Nairobi, Kigali, Stockholm, Montréal, Berlin et maintenant à Londres.

J'invite tous ceux qui s'intéressent aux relations RDC-UK à s'approprier ce magazine et à contribuer à son amélioration, à son épanouissement car, promouvoir la coopération entre deux pays, c'est participer au renforcement de leur partenariat.

Gomer Oleko

Directeur de Publication

Congodiplomatie 13/ Décembre 2022 / 3

Sommaire

13 ème EDITION

DECEMBRE 2022

03 EDITORIAL

Royaume-uni, une puissance, un partenaire stratégique

06 DIPLOMATIE

Accréditations : Felix Tshisekedi reçoit les lettres de créances de cinq nouveaux Ambassadeurs



12

22 ENTRETIEN

Cédric Longange, Président de la Chambre de commerce Congolaise en Grande-Bretagne

26 AFRIQUE-MONDE

PSVI : A Londres, la RDC a réitéré son engagement à lutter contre les violences sexuelles et soutenir les survivants

COP27 : Vivement un fonds de secours pour les pays pauvres victimes de désastres climatiques

Africa summit : A Londres, le Président Congolais a présenté le potentiel de l'Afrique aux investisseurs et plusieurs personnalités

Never Limit Children : Une Asbl spécialisée dans la prise en charge des enfants autistes en RDC



26

08



08 DOSSIER

SPECIALE COOPERATION

ROYAUME-UNI - RD CONGO :

A Londres, le président Congolais demande au Roi Britannique d'user de son influence pour que cessent les actions de déstabilisation à l'Est de la RDC

Entretien avec Madame Emily Maltman, Ambassadrice britannique
Environnement : Le Royaume-Uni compte renforcer le partenariat avec la RDC pour mieux protéger les forêts du Bassin du Congo

Education : La RDC, bénéficiaire de Bourses d'études Chevening du Royaume-Uni



34

34 CULTURE

Suède-RDC : Sessions in Kinshasa III reçoit les pianistes Suédois Daniel Propper et Congolais Exaucé Ngoso

36 DIASPORA

Entretien avec Arthur Francisco, Fondateur de Hope Bolamu

ACCREDITATIONS

FELIX TSHISEKEDI REÇOIT LES LETTRES DES CRÉANCES DE CINQ NOUVEAUX AMBASSADEURS



Au cours d'une cérémonie protocolaire organisée le 18 novembre 2022 à la résidence présidentielle du Mont Ngaliema, le Président de la République, Félix Tshisekedi a reçu les lettres des créances de cinq nouveaux Ambassadeurs Extraordinaires et Plénipotentiaires accrédités en République démocratique du Congo.

Il s'agit des Ambassadeurs Mohamed Yaziv Bouzid d'Algérie, Margaret Constance Kamoto du Malawi, Mary O'Neil d'Irlande, Shimon Salomon d'Israël et Aguido Diallo du Mali. Le Vice-ministre des Affaires étrangères, Samy Adubango et le Directeur de cabinet du chef de l'Etat, Guylain Nyembo ont assisté à cette cérémonie.

S.E. Mohamed Yaziv Bouzid, nouvel Ambassadeur d'Algérie en RD Congo est né le 7 octobre 1965 à Tizi Ouzou en Algérie. Il est docteur en Sciences politiques et relations internationales. Il a exercé comme directeur Asie centrale et orientale au ministère algérien des affaires étrangères de 2019 à 2022, et a été journaliste au quotidien El-Khabar et à la Revue économique. Il est marié et père de 4 enfants.





S.E. Margaret Constance Kamoto, nouvelle ambassadrice du Malawi en RD Congo est née le 2 avril 1959. Elle est diplômée en Administration d'affaires de Leeds métropolitain University, en Angleterre, et en Relations internationales, en France.



S.E. Mary O'Neil, nouvelle ambassadrice d'Irlande en RD Congo, a pour résidence à Dar-es-Salaam, en Tanzanie. Avant de rejoindre le ministère des Affaires étrangères de son pays, elle a connu une brillante carrière dans le secteur de la coopération au développement au Mozambique, Cambodge, Soudan du Sud, Ouganda et Ethiopie.



S.E. Shimon Salomon, nouvel ambassadeur d'Israël en RD Congo est né le 8 mai 1968. Ex-membre du Parlement d'Israël, il a exercé comme directeur de programme de philosophie et d'orientation à l'éducation et conseiller du ministre de l'Education.



S.E. Aguido Diallo, nouvel ambassadeur du Mali en RD Congo a pour résidence à Brazzaville, en République du Congo. Il a exercé comme directeur des Affaires juridiques au ministère malien des Affaires étrangères, et a également été chef de la section des Maliens de l'extérieur à la direction nationale des affaires politiques, juridiques et consulaires.





DOSSIER

Spéciale coopération ROYAUME-UNI - RD CONGO

Tête-à-tête Roi britannique et Président Congolais à Londres, Interview de l'ambassadrice britannique, action pour la paix et la sécurité, aide sociale et humanitaire, partenariat dans les domaines de l'environnement, de l'éducation, des investissements, de lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits. Retour sur les actions de coopération entre le Royaume-Uni et la République démocratique du Congo. LA RÉDACTION

RD CONGO - ROYAUME-UNI

À Londres, le président Congolais demande au Roi britannique d'user de son influence pour que cessent les actions de déstabilisation à l'Est de la RDC

C'est au cours d'un entretien de 50 minutes avec le Roi Charles III, Souverain de la couronne Britannique, mercredi 19 octobre 2022, en marge de sa participation au « Africa Summit 2022 » à Londres, que le président de la République démocratique du Congo, Felix Tshisekedi a demandé au Roi Charles III d'user de son influence au sein du Commonwealth et auprès du Rwanda en particulier pour faire cesser les actions de déstabilisation à l'Est de la RD Congo et promouvoir la paix, la sécurité et la stabilisation dans la région des Grands-Lacs.

Selon les observateurs, cette rencontre peut changer les choses d'autant plus que le Monarque britannique a également le statut de chef du Commonwealth lui octroyé en avril 2018, après un consensus entre les 56 Etats membres.

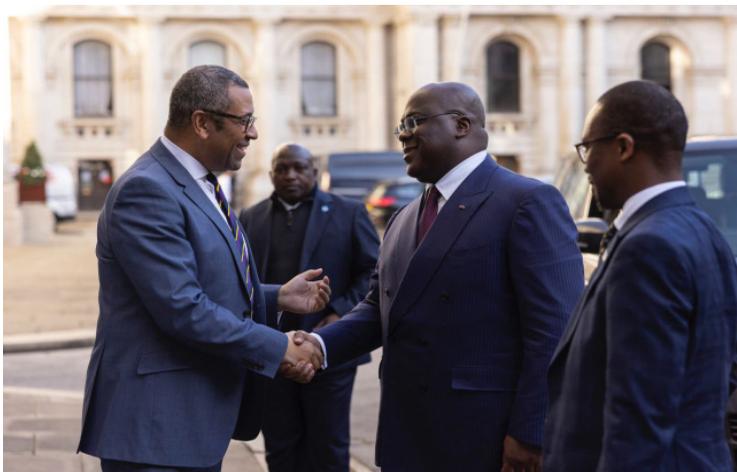
Ces derniers, ayant en commun, non seulement l'anglais comme langue officielle, mais aussi, l'adhésion à une charte de valeurs communes, notamment : le respect des droits démocratiques et humains.

Le gouvernement congolais et les experts des Nations Unies accusent le Rwanda de soutenir le groupe armé M23 qui occupe, notamment, le poste douanier de Bunagana, à l'Est de la RDC causant ainsi des souffrances à la population.

La requête du président Congolais n'est pas faite à n'importe qui, mais à une personnalité qui peut réellement influencer pour que la situation change.

Avec le Secrétaire d'Etat britannique aux Affaires étrangères

La veille de sa tête-à-tête avec le Roi, Felix Tshisekedi avait eu un entretien avec le Secrétaire d'Etat britannique aux Affaires étrangères, James Cleverly sur plusieurs sujets, principalement le renforcement des relations bilatérales UK-RD Congo et l'appui de Londres pour renforcer la sécurité et la stabilité dans la région des Grands-Lacs.



James Cleverly et Felix Tshisekedi à Londres (Ph. Pdce. RDC)

Les pays occidentaux condamnent le groupe armé M23

Dans un communiqué conjoint rendu public le vendredi 18 novembre 2022, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France et la Belgique ont condamné, dans les termes les plus forts, l'avancée continue du M23 sanctionné par l'ONU en RDC. Ils ont rappelé ce groupe armé à se retirer immédiatement, à mettre fin à tout acte violent le droit international et à cesser les hostilités.

Ces pays disent réitérer leur soutien aux efforts diplomatiques régionaux, y compris les processus de Nairobi et de Luanda, qui favorisent la désescalade et créent les conditions d'une paix durable. Ils condamnent également le soutien extérieur aux groupes armés actifs en RDC.

Les Congolais se réjouissent de la condamnation par les puissances occidentales, du soutien extérieur aux groupes armés qui créent l'insécurité à l'Est de la RD Congo, mais trouvent que cela doit s'accompagner par des sanctions sérieuses contre les gouvernements complices.



Emily MALTMAN, Ambassadrice britannique en RDCongo. (Photo: Pathy Bangbata - Congodiplomatie)

Son Excellence Emily Maltman est l'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Royaume-Uni en République démocratique du Congo depuis juillet 2020.

Elle a débuté sa carrière diplomatique en 2003 en tant que Conseillère en charge de la Justice et des Affaires étrangères sur l'extension de l'Union européenne au ministère de l'Intérieur.

De 2004 à 2005, elle dirige la coordination présidentielle pour la justice et les affaires intérieures du représentant permanent britannique auprès de l'Union européenne à Bruxelles.

De 2008 à 2010, elle a la charge de chef d'équipe des partenaires stratégiques au département antiterrorisme du ministère des Affaires étrangères de son pays.

Madame Maltman a également été chef de mission adjoint et chef de la section politique à Kinshasa (2012-2014), avant d'exercer les fonctions de chef des opérations d'Outre-Mer de la Syrie à Beyrouth de 2015 jusqu'à sa deuxième affectation à Kinshasa.

L'ambassadrice du Royaume-Uni en RDC est également ambassadrice non-résident au Congo-Brazzaville et en République Centrafricaine.

AMBASSADE BRITANNIQUE

Situé dans le quartier sécurisé de Kinshasa, l'ambassade britannique en République démocratique du Congo dispose de l'ensemble du personnel et des services nécessaires à la représentation et à l'action du Royaume-Uni en République démocratique du Congo.

Son Excellence l'Ambassadeur Emily Maltman dirige les activités de l'ambassade et l'ensemble du personnel qui se consacre à la mise en œuvre d'un large éventail de programmes.

M. James Cleverly est l'actuel Ministre des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement depuis Septembre 2022, membre du gouvernement Rishi Sunak, Premier ministre britannique.

Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord est une monarchie constitutionnelle avec comme monarque, le Roi Charles III qui regne depuis septembre 2022.

Le Royaume-Uni est un partenaire important pour la RDC, car il intervient pratiquement dans tous les secteurs de la vie de la population.

Très actifs dans le domaine de l'éducation, l'accès à l'eau potable où plus d'un million des personnes en ont, l'amélioration de la nutrition, il soutient aussi la réforme des institutions et la croissance économique dans le cadre de l'aide au développement.

Le Royaume-Uni aide clairement la RDC à se stabiliser, à améliorer ses institutions, les services pour la population, les infrastructures etc.

83, Avenue Roi Baudouin, Kinshasa-Gombe
Téléphone : (+243) 81 556 6200
Fax: (+243) 81 346 4291
Email: ambassade.britannique@fcdo.gov.uk
Site Web : www.gov.uk/world/



A portrait of Emily Maltman, the British Ambassador in the Democratic Republic of Congo. She is a woman with shoulder-length brown hair, wearing a blue blazer over a colorful floral top. She is looking slightly to the right of the camera with a neutral expression. The background is a blurred green wall with some blue accents.

Emily MALTMAN,
Ambassadrice britannique en RDCongo



Rencontre du Roi Charles III et le Président Felix Tshisekedi, guerre à l'Est de la RDC, aide sociale et humanitaire, relations commerciales, investissements britannique. Entretien avec Emily MALTMAN, Ambassadeur britannique en République démocratique du Congo.

Congodiplomatie Magazine : Bonjour Madame l'Ambassadrice. Merci d'avoir accepté de m'accorder du temps pour une interview.

La rencontre du Président Felix Tshisekedi et le Roi Charles III à Londres constitue une étape diplomatique importante pour la RDC. Puisque l'actualité oblige, les Congolais veulent savoir ce que le Souverain Britannique pense de la situation critique qui se vit à l'Est de la RDC. En tant qu'Ambassadeur et Représentante de Sa Majesté le Roi, pouvez-vous placer un mot justement quant-à-ce ?

Emily Maltman : Le Roi a rencontré le Président Tshisekedi à Londres en octobre, c'est une excellente étape dans nos relations bilatérales. C'est la première fois depuis des décennies qu'un chef d'Etat Congolais rencontre un chef d'Etat Britannique. C'est un signe des excellentes relations entre les deux pays. Sur la question de l'Est, nous avons déjà déclaré notre position de manière claire, aussi suite aux évolutions sur le terrain.

Nous condamnons fermement l'action du groupe armé M23, que nous appelons à se retirer, et à cesser toutes ces hostilités qui causent des souffrances à la population de la région.

Cette population souffre déjà depuis des années, et actuellement encore, avec des déplacements en centaine de milliers, mais aussi l'insécurité qui interrompt la vie normale à Goma et dans le reste de la province. C'est très important que ces violences s'arrêtent.

Nous soutenons les initiatives régionales telles que le processus de Nairobi et celui de Luanda, pouvant améliorer la situation afin que la partie Est de la RDC retrouve une paix durable.

Donc, nous espérons que ces deux chemins liés peuvent produire des résultats sur le terrain.

Tous les pays de la région doivent utiliser leurs influences pour mettre fin à cette situation.



Gomer Oleko et Emily Maltman à la résidence britannique (Ph. Pathy Bangbate-Congodiplomatie)

CD: Le Roi britannique ne gère peut-être pas les questions des affaires étrangères, mais il a beaucoup d'influence auprès des chefs d'Etat notamment des pays membres du Commonwealth.

Le Rwanda fait partie de cette organisation et la RDC accuse le gouvernement rwandais d'être derrière le groupe armé M23 qui est visible sur le terrain ; le Rwanda à son tour accuse la RDC de garder les éléments FDLR que nombre des Congolais ignore l'existence.

Madame l'ambassadrice, votre gouvernement a certainement les moyens de prouver que c'est juste un prétexte du président Rwandais qui semble avoir des bonnes relations avec la famille royale du Royaume-Uni, pourquoi ne le fait-il pas ?

EM : Actuellement, nous pensons que les éléments FDLR sont toujours à l'Est de la RDC, et c'est vrai que c'est un problème qui est soulevé souvent par l'Etat rwandais. Néanmoins, ceci ne peut jamais être une justification pour les actions du M23.

En même temps, si on l'examine plus en détail, on verra que les FDLR ne représentent plus ce qu'ils étaient il y a 20 ans.

La première fois lorsque j'ai visité l'Est de la RDC, précisément à Walikale en 2010, il y avait une présence assez forte des FDLR, mais après plusieurs efforts fournis dans le cadre du programme DDRRR qui a mis la pression et encourager les membres des groupes armés à se rendre aux autorités, il y a eu diminution des nombres de ces éléments. C'est une question qu'il faut voir à long terme. C'est très important que la RDC et le Rwanda en parlent davantage pour voir les possibilités de mettre fin à ce groupe armé qui existe depuis plus de deux décennies. Néanmoins, la présence des FDLR, quoi qu'elle soit, ne peut jamais être un prétexte pour l'envahissement du M23 à l'est.

CD : Changeons un peu de chapitre. Dites-nous madame, à qui profite l'aide britannique en RDC ?

EM : La population congolaise bénéficie de l'aide britannique dans plusieurs domaines, notamment : la santé, l'éducation, l'aide humanitaire. Actuellement, avec la situation à Goma, nous réagissons rapidement aux besoins de la population.

Nous avons aussi beaucoup de programmes qui se focalisent sur l'environnement et la croissance économique, qui sont aussi au bénéfice de la population.

CD : Il vous est déjà monté à l'esprit de cerner les vrais besoins de la population congolaise et s'y employer considérablement ?

EM : La situation sécuritaire et économique était bien pire dans les années nonante, avec la mauvaise gouvernance dans les années quatre-vingt et nonante, et puis, la guerre et les violences un peu partout dans le pays.

C'était une situation terrible, dans un pays à la taille de la moitié de l'Europe, et une population estimée à cent millions d'habitants. Mais depuis les années 2000, il y a une différence.

Chaque fois qu'on nous demande les résultats, le progrès ou le bénéfice de la population congolaise, il faudrait ne pas seulement examiner la situation aujourd'hui, mais il faut la comparer à celle qu'il y avait, il y a vingt ans, et celle que nous espérons régnera dans vingt ans.

A travers le pays, nous avons beaucoup d'exemple d'interventions : Nous avons construit des hôpitaux, formé des médecins, infirmiers, sages-femmes pour que les femmes accouchent en sécurité.

Cela sauve la vie des femmes et des enfants, et le taux de mortalité en RDC a de loin baissé par rapport aux années quatre-vingt. Nous sommes aussi très actifs dans le domaine de l'éducation, l'accès à l'eau potable, l'amélioration de la nutrition. Nous avons construit des bornes fontaines à travers la ville de Goma et Bukavu.

Aujourd'hui, il y a plus d'un million des personnes qui ont accès à l'eau potable et cela a réduit les maladies. Toujours dans le cadre de l'aide au développement, nous soutenons la réforme des institutions et la croissance économique; nous aidons le pays à se stabiliser, à améliorer ses institutions, les services pour la population, les infrastructures et cela prend beaucoup de temps et d'énergie.

Néanmoins, je comprends l'impatience des jeunes Congolais. Nous travaillons ensemble avec des entrepreneurs, mais aussi des petits producteurs, surtout à l'Est du pays.

Nous avons travaillé avec le gouvernement pour améliorer le système de promotion d'exportation, et nous travaillons aussi avec les acheteurs au niveau global pour acheter les produits congolais.

Nous avons donc beaucoup d'exemples d'actions que nous avons faites qui aident à la croissance économique et la prospérité des Congolais.

CD : Comment décrivez-vous les relations commerciales entre le Royaume-Uni et la RDC ?

EM : Nous avons une relation commerciale qui est basée sur plusieurs secteurs. Beaucoup d'entreprises britanniques ou en partie britannique sont à l'échelle internationale. Celles qui sont installées en RDC évoluent bien.

Par exemple Vodacom, une filiale de Vodaphone UK, et tant d'autres. Il y en a beaucoup mais pas assez parce qu'en réalité, il y a un sérieux problème de climat des affaires en RDC qu'il faudra améliorer. Les entreprises qui sont déjà installées rencontrent des difficultés notamment dans le système de réglementation ; il y a trop des services qui se présentent pendant l'année, exigeant de payer des impôts et taxes pas toujours claires. Celles qui veulent s'installer rencontrent les mêmes problèmes.

Une taxation opaque et un manque d'un cadre légal garantissant les contrats signés, minent la confiance d'investisseurs à s'aventurer en RDC.

Mais malgré cela, ils sont toujours intéressés. Je reçois beaucoup d'appels de sociétés britanniques qui veulent savoir un peu plus sur la situation en RDC, principalement concernant la sécurité. Ils veulent aussi avoir une certitude si la justice jouera pleinement son rôle au cas où y a un contentieux.

Bientôt, nous allons inviter en RDC, notre envoyé spécial pour le commerce britannique qui viendra, nous l'espérons, avec des sociétés britanniques pour voir quels secteurs peuvent attirer davantage d'investissements britanniques.

CD : Qu'est-ce que vous préconisez dans les années qui viennent pour maintenir efficacement le partenariat avec la RDC, après la récente rencontre à Londres du président Congolais et le chef de la diplomatie britannique ?

EM : Il est très important d'avoir des rencontres au plus haut niveau. Le Royaume-Uni est un ami proche de la RDC. Nous continuerons d'avoir ce genre d'échanges, des rencontres entre nos ministres et nos gouvernements.

Nous trouverons aussi une façon d'impliquer la population congolaise. D'abord par une meilleure compréhension de ce que le Royaume-Uni fait en RDC.

Beaucoup de nos activités sont faites à travers d'organisations internationales, et nous pensons augmenter la visibilité ; approfondir les relations bilatérales à travers le contact humain. Nous avons un programme de bourses, « Chevening » qui offre l'opportunité à des étudiants Congolais et de nombreux autres pays d'aller étudier au Royaume-Uni. Il en faut davantage.

Par exemple, nous espérons approfondir la collaboration scientifique afin de promouvoir la recherche concernant les forêts congolaises, essentiel au combat contre le réchauffement climatique.

Il y a aussi eu une conférence qui s'est tenue à Londres du 28 au 29 novembre 2022, sur la lutte contre les violences sexuelles où nombreux acteurs congolais ont pu partager leurs expériences sur ce qui a fonctionné sur le terrain et comment augmenter l'impact de nos efforts.

C'est ce genre de collaborations transversales: humanitaire, échange commercial, investissement qui vont nourrir nos relations à travers plusieurs domaines y compris nos relations diplomatiques.

CD : Quel était votre parcours diplomatique avant d'être nommée à Kinshasa ?

EM : Je suis à Kinshasa pour la seconde fois. C'est donc ma huitième année en tant que diplomate en RDC, mon sixième poste à l'étranger pour le Royaume-Uni et une vingtaine d'années au sein de notre ministère des affaires étrangères.

J'ai travaillé sur plusieurs sujets compliqués comme l'action contre le terrorisme, mais aussi, dans les pays en conflit comme la Syrie et ceux qui ont des tensions et conflits internes comme la Jamaïque et l'Irak.

Il est très important d'aider mon gouvernement à mieux comprendre la RDC: son vrai potentiel et comment on peut améliorer les relations existantes, pour le Royaume-Uni, mais surtout pour les Congolais.

Nous sommes engagés à continuer à soutenir le gouvernement congolais pour mettre fin aux conflits à l'Est car selon moi, on ne peut pas faire progresser la RDC sans la paix.

CD : Comment est-ce de travailler comme Ambassadeur résident du Royaume-Uni en RDC et non-résident dans deux pays : le Congo-Brazzaville et la République Centrafricaine ?

EM : Il est vrai que travailler dans un pays en tant qu'ambassadeur non-résident dans deux autres consiste un défi. Néanmoins, il est essentiel de comprendre que le Congo-Brazzaville et la RCA n'est que possible par la compréhension de la RDC, et vice-versa.

Je me suis rendue aussi bien à Brazzaville qu'à Bangui afin de promouvoir les relations bilatérales. Les membres de mon équipe y voyagent également souvent.

CD : Votre mot de conclusion par rapport à cet entretien.

EM : J'aimerais pouvoir rapprocher davantage les Britanniques et les Congolais à travers l'ambassade, et j'espère surtout rencontrer davantage les Congolaises et Congolais partout dans le pays. Afin de tisser les liens durables entre nos deux pays, nous devons favoriser la rencontre.

Voici que je salue l'initiative de la communauté « British -Congolaise » de se réunir régulièrement. J'encourage également les jeunes et futurs leaders à s'intéresser au programme de bourses Chevening et de profiter de l'opportunité d'étudier au Royaume-Uni. Ce que je souhaite de tout coeur est que nos deux pays puissent tisser des liens durables et d'amitiés.

Propos recueillis par Gomer Oleko



Le Premier ministre Congolais Sama (au centre) et la délégation britannique conduite par le ministre de l'Environnement (à gauche du PM)

ENVIRONNEMENT

LE ROYAUME-UNI COMPTE RENFORCER LE PARTENARIAT AVEC LA RDC POUR MIEUX PROTÉGER LES FORÊTS DU BASSIN DU CONGO

Le ministre britannique de l'Environnement, Zac Goldsmith, avait effectué une visite de travail en République démocratique du Congo en mars 2022, à laquelle il a rencontré plusieurs autorités congolaises et membres des organisations qui œuvrent dans ce secteur. Parmi les personnalités rencontrées figure le premier Ministre Sama Lukonde.

L'enjeu majeur de sa visite en RDC est de mobiliser les pays de la région à honorer les engagements pris lors de la COP26 qui a eu lieu quelques mois plus tôt, et à continuer l'implémentation des réformes pour la protection de leur forêt.

Le Royaume-Uni a récemment effectué son premier paiement de 5,4 millions £ à CAFI, dans le cadre du soutien de 200 millions £ du Royaume-Uni pour protéger le Bassin du Congo annoncé lors de la COP26, 32,75 millions £ iront à CAFI sur cinq ans (2022-2027).

Dans son message au sortir d'un entretien avec le chef du gouvernement congolais, le ministre britannique a indiqué que la RD Congo est la solution au changement climatique, ajoutant que « le Bassin du Congo est une réserve stratégique pour la planète ». Selon lui, la COP26 qui s'est tenue au Royaume-Uni avait évoqué ce sujet.

« Ma rencontre avec le premier ministre congolais ce jour va dans le même sens. La RDC est considérée comme la super puissance de nature en matière de forêt. Le monde entier a intérêt à protéger cette potentialité forestière qui est la RDC », a-t-il dit.

L'homme d'Etat britannique a également souligné que la meilleure façon de reconnaître le rôle important que peut jouer la réserve forestière de la RDC, c'est de contribuer à sa protection. Tous les pays du monde doivent le faire par l'appui financier et technique.

En marge de la Pré-Cop27, plusieurs personnalités du monde du climat se sont rendu à Kinshasa, notamment le ministre d'Etat britannique et président de la Cop26, Alok Sharma.

L'homme d'Etat britannique a rencontré le président Felix Tshisekedi avec qui ils ont évoqué le partenariat entre Londres et Kinshasa pour mieux protéger les forêts du Bassin du Congo.

Pareille avec le Roi Charles III au cours d'un tête-à-tête avec le président Felix Tshisekedi en visite à Londres, les questions relatives notamment à la préservation de l'environnement ont été abordées.

Selon la présidence de la RDC, les deux personnalités ont partagé une vision commune sur l'importance de l'Afrique et de la RDC en particulier, dans la lutte contre le réchauffement climatique.

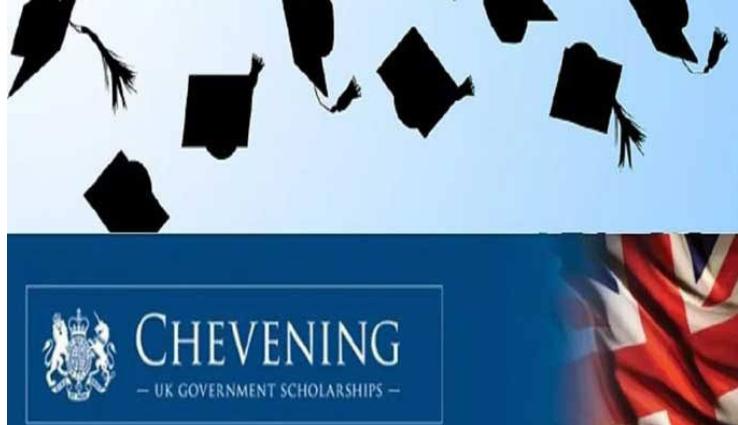
EDUCATION

LA RD CONGO, BÉNÉFICIAIRE DE BOURSES D'ÉTUDES "CHEVENING "

Programme de bourses d'études du gouvernement britannique financé complètement par le ministère des Affaires étrangères et ses partenaires, Chevening offre la possibilité aux professionnels de tous les secteurs d'activités de poursuivre leurs études en Master d'une année dans les meilleures universités du Royaume-Uni.

Les candidats retenus viennent de plusieurs pays éligibles comme la RD Congo et tous les frais sont pris en charge par le gouvernement britannique. Il s'agit des frais académiques, allocation mensuelle, des frais de voyage aller-retour au Royaume-Uni, des frais d'installation à l'arrivée et des frais de départ à la fin des études, des frais de demande de Visa et des frais de voyage pour participer aux événements Chevening une fois au UK.

L'année passée, 250 candidats congolais avaient postulé et 37 ont été sélectionnés par la représentation diplomatique à Kinshasa. Au final, 9 congolais avaient reçu leurs bourses Chevening pour des études de Master au Royaume-Uni.



L'année prochaine, les candidatures débuteront en août 2023. Pour être éligibles, les Candidats doivent remplir les conditions suivantes : Etre citoyen congolais ; Détenir un diplôme de premier cycle ou son équivalent ; Avoir au moins deux ans, d'expériences professionnelles ; Déposer une demande à trois différents cours universitaires éligibles et recevoir une offre inconditionnelle de l'un de ces choix avant le 14 juillet 2023.

Les bourses Chevening recherchent le genre de personnes qui ont la passion, les idées et l'influence nécessaires pour fournir les solutions et leadership nécessaire pour créer un avenir meilleur. Les boursiers vivront et étudieront au Royaume-Uni pendant un an, au cours duquel ils se développeront professionnellement et académiquement, se resauteront de manière intensive, découvriront la culture britannique et établiront les relations positives durables avec le Royaume-Uni.

Ces bourses représentent un investissement significatif du gouvernement britannique. Elles ont été lancées en 1983 pour développer un groupe de futurs leaders mondiaux. Plus de 50 congolais ont déjà bénéficié de cette bourse depuis sa création.



AIDE SOCIALE ET HUMANTAIRE

Le Royaume-Uni est l'un des pays fondateurs et principaux bailleurs de Gavi, l'Alliance du Vaccin, un partenariat public-privé qui contribue à la vaccination de la moitié des enfants de la planète contre certaines maladies les plus meurtrières.

Depuis sa création en 2000, Gavi a aidé à vacciner une génération tout entière, soit plus de 888 millions d'enfants, ce qui a permis d'éviter à terme plus de 15 millions de décès, et de réduire de moitié la mortalité infantile dans 73 pays à faible revenu.

L'année dernière, en décembre 2021, le Conseil d'administration de Gavi a approuvé l'attribution d'un financement pour l'introduction, l'achat et la distribution du vaccin contre le paludisme en Afrique sub-saharienne entre 2022 et 2025, pour les pays éligibles au soutien de Gavi notamment la RDC.

Un investissement initial de 155,7 millions de dollars US sur la période 2022-2025 permettra de commencer à introduire ce nouvel outil dans la lutte contre le paludisme.

L'intégration du vaccin antipaludique RTS,S aux interventions actuellement recommandées pourrait contribuer à faire baisser la mortalité infantile en Afrique, continent le plus lourdement touché par la maladie.

Le Royaume-Uni appuie la lutte contre les violences sexuelles et celles liées aux conflits en République démocratique du Congo.

A travers son programme, il soutient la Fondation Panzi pour combattre l'impunité et assister les survivantes des violences sexuelles par la mise en place de cliniques juridiques et de tribunaux mobiles.



Le Prix Nobel de la paix Denis Mukwege, initiateur de la Fondation Panzi est l'un des fondateurs du Global Survivors Funds (GSF). Créé en 2018, ce Fonds vise à fournir des réparations à travers le monde pour les survivants de violence sexuelle en situation de conflits.

En 2021, le Royaume-Uni a contribué à hauteur de £1,4 million, qui s'ajoute au £1,3 million en 2020. Le GSF a renforcé l'accès aux réparations et au soutien socio-économique pour plus de 1000 survivants, notamment en RDC, Irak et Guinée.

HOMMAGE À LA REINE ÉLISABETH II

Suite à la mort de Sa Majesté la Reine Élisabeth II, survenue le 8 septembre 2022, le président de la RD Congo, Felix Tshisekedi a signé le lundi 12 septembre 2022 le registre de condoléances ouvert à l'ambassade britannique à Kinshasa, en hommage à la Reine.

Elisabeth II, née le 21 avril 1926 à Londres et morte le 8 septembre 2022 à 96 ans au château de Balmoral, était reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des autres royaumes du Commonwealth du 6 février 1952 à sa mort.

Elle a donc régné pendant 70 ans et 7 mois.

La Comtesse Wessex en visite à l'hôpital Panzi



Le Président Tshisekedi signe le registre de condoléances



Cédric Longange, Président de la Chambre de commerce Congolaise en Grande Bretagne

Cédric Longange, Président de Chambre de commerce Congolaise en Grande Bretagne est l'un des Congolais les plus actifs, qui attire les investissements britanniques en RDC. *Interview.*

Congodiplomatie Magazine : Monsieur Longange, la Chambre de commerce Congolaise en Grande Bretagne, c'est quoi exactement ?

Cédric Longange : En premier lieu, je tiens à remercier infiniment Congo Diplomatie Magazine de m'accorder cette interview aujourd'hui.

La vision de la Chambre de Commerce Congolaise en Grande Bretagne (CCCGB) est d'établir un pont entre la RDC et le Royaume-Uni dans le commerce, les investissements et les affaires, tout en étant apolitique.

Basée sur sa vision, la CCCGB incite les investisseurs du Royaume-Uni à investir en RDC.

Elle stimule une situation gagnant-gagnant où les investissements profitent non seulement aux investisseurs au point de vue d'un retour sur investissement élevé mais surtout à la RDC en termes de développement et de responsabilité sociale des entreprises (RSE).

L'objectif principal est de soutenir le gouvernement congolais en attirant des investissements qualitatifs du Royaume-Uni vers la RDC.

Cela entre dans la vision du Chef de l'Etat, Son Excellence Monsieur Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, de créer un environnement économique favorable au développement de la RDC.

Accompagnant l'Ambassade de la RDC basée à Londres, la CCCGB vise à servir de point de contact ainsi que de soutien stratégique pour les investisseurs du Royaume-Uni qui ont l'intention d'entrer sur le marché de la RDC. Le résultat serait un engagement efficace et efficient entre les acteurs économiques des deux pays. Faciliter les opportunités d'affaires pour les investisseurs aiderait en même temps la population locale (création d'emplois, d'infrastructures, etc.)

CD : Vous êtes à la tête de cette organisation depuis 2017. Quelles sont vos réussites, mais aussi, les difficultés que vous rencontrez ?

CL : En effet, il y a maintenant 5 ans, l'initiative nous était venue de mettre en place la CCCGB avec 2 bras principaux :

- 1)'CCCGB Investissements', consacré à attirer les investisseurs basés au Royaume-Uni vers la RDC.
- 2)'CCCGB Hub', fédérant et assistant les entrepreneurs congolais du Royaume-Uni.

À travers l'organisation de divers événements, séminaires et conférences, aussi bien qu'en présentiel qu'en ligne, les équipes CCCGB Investissements et CCCGB Hub créent des opportunités d'informations, d'accompagnements, de formations et de rencontres pour les investisseurs et les entrepreneurs afin qu'ils trouvent une source de développement et de croissance pour leurs affaires.



La Chambre a organisé et activement participé à plusieurs activités dont les thèmes ont été centrés sur les investissements. Certaines de ces activités ont été organisées avec des partenaires internationaux tels qu'Invest Africa, l'Ambassade de la RDC au Royaume-Uni, le Ministère du Commerce International Britannique, Hub Africa, Kinshasa Digital, Africa Business Chamber, UKCEBS, etc :

- Comment démarrer, financer et protéger son business au Royaume-Uni (CCCGB) - Investir dans le secteur de la Tech et du Digital en RDC (CCCGB) - Opportunités pour développer le commerce et l'investissement en Afrique (CCCGB) - Contribution des jeunes de la diaspora au développement (University of East London) - Argumentaire pour faire des affaires en RDC (CCCGB) - Comment booster le commerce intra-Africain (Réseau i-Afrika) - Développer l'Économie Digitale en RDC (Start IT) - Brexit: Opportunités pour la RDC" (Chambre de Commerce Congolaise en Espagne) - Développer un pont entre la RDC et le UK (DRC Mining Week) - Investir en RDC (Congo Business Forum) - Coopération Technologique UK-DRC (Expo Béton) - Industrialisation de l'Afrique (Ifrane Forum) - Post Brexit Trade (Talking Politics TV show, Sky Channel 585) - Entreprendre en RDC (Congo Na Paris) - Redéfinir son activité après la crise du Covid-19 (Congo Na Paris) - Challenges de l'Éducation en RDC (Al Akhawayn University, Maroc) - Investing in DRC (UK-Central Europe Business Summit) - Doing Business in Africa (UK-Africa Trade & Investment) - Tapping into the development of trade between the DRC & the UK (CCCGB) - Intégration régionale & Investissements Stratégiques (CCCGB) - Afrique: un cadre intégré pour soutenir l'investissement de la diaspora (Réseau I-Afrika).

Nous avons aussi facilité l'adhésion officielle et définitive de la RDC à l'Africa Finance Corporation (AFC), institution financière multilatérale qui va aider le Congo à répondre aux besoins en infrastructures, ayant une expertise dans des secteurs clés prioritaires comme : l'énergie, le pétrole, le gaz, le transport, les télécommunications, l'exploitation minière et l'industrie lourde.

Les principales difficultés que nous avons rencontrées sont celles communes à toutes les organisations (auto-financement, imprévus, prises des risques, Covid-19, etc.)

Mais nous avons su les surmonter et continuons à mettre tout en œuvre pour accomplir notre mission.

CD : On a parfois l'impression que le Royaume-Uni ne semble pas s'intéresser à investir en RDC, qu'en pensez-vous ?

CL : Historiquement, le Royaume-Uni a été lié aux pays du Commonwealth dont la RDC n'a jamais fait partie. Le but du Commonwealth était justement de booster les volumes d'investissements entre ses membres. Le Royaume-Uni a certes des relations diplomatiques très développées avec la RDC cependant le volet économique nécessite une amélioration.

Nommé récemment comme Envoyé Commercial du Premier ministre britannique en RDC, Lord Popat of Harrow est très enthousiaste à l'idée de développer les affaires entre les deux pays.

Il a confirmé que le Royaume-Uni est disposé à collaborer dans ce sens avec la RDC.

Il aimerait reproduire ce qu'il a accompli en tant qu'Envoyé Commercial au Rwanda et en Ouganda au cours des quatre dernières années où il a quintuplé le volume des échanges commerciaux entre le Royaume-Uni et ces deux pays.

Il a les mêmes objectifs pour la RDC. Cela peut commencer par l'établissement d'une ligne aérienne directe Kinshasa-Londres par exemple. La City de Londres est l'une des premières places financières mondiales comptant plus de 350 banques sur son territoire.

Elle est aussi le siège du Royal Stock Exchange of London, 3ème place boursière du monde, première d'Europe en volume et en valeur de transactions, avec plus de 500 milliards de dollars par jour. Elle domine surtout les secteurs du commerce et de l'assurance (première place mondiale).

Il y a 5 millions d'entreprises établies au Royaume-Uni. La saturation du marché intérieur ainsi que le Brexit peuvent ralentir leur croissance.

La CCCGB les incite à étendre leurs activités vers ce grand marché qu'est la RDC en créant des partenariats avec des entreprises congolaises.

Ce qui attire les investisseurs dans tout pays, c'est avant tout un climat des affaires sain, transparent et fluide.

Dernièrement, la RDC a lancé des réformes visant à renforcer la gouvernance dans la gestion des ressources naturelles et améliorer le climat des affaires.

Bien qu'elle reste classée dans la partie inférieure du rapport Doing Business de la Banque Mondiale, elle est perçue comme une destination intéressante pour faire des affaires.

Comme en témoignent les résultats du récent sondage d' Africa CEO Forum : la RDC figure dans le Top 10 des pays africains les plus attractifs aux investissements.

Dans son dernier rapport, l'agence de notation Bloomfield investment corporation a relevé une amélioration de la notation souveraine de la RDC, celle-ci s'établissant, en monnaie locale, à «BBB» (note d'investissement à risque modéré) avec une perspective stable, à long terme et la note A2 (note d'investissement) avec une perspective stable) à court terme.

CD : Quelles sont dans ce cas, les entreprises britanniques, Congolo-Britanniques présentes en RDC, et aussi, quels sont les produits made in Britain qu'on trouve en RDC ?

CL : Il y a des entreprises britanniques qui sont présentes dans différents secteurs de la RDC.

Par exemple, dans le secteur du consulting et de l'audit, nous avons des compagnies comme EY (Ernst & Young) et PWC (PricewaterhouseCoopers).

Dans les télécommunications, il y a Helios Towers et Vodafone Group PLC (au travers de sa filiale Vodacom). Dans les mines, nous avons des entreprises comme ARC Minerals Ltd, Armadale Capital Plc, Randgold Resources, Ridge Mining PLC et Glencore (qui est anglosuisse).

Dans le secteur de la distribution, nous consommons un certain nombre de produits 'Made in Britain' qui sont considérés comme de meilleure qualité.

En effet, les produits fabriqués au Royaume-Uni sont perçus comme sûrs et qui valent la peine de payer plus pour s'en procurer car ils sont bien manufacturés.

CD : Un conseil aux entreprises qui souhaiteraient devenir membres de la chambre de commerce en Grande Bretagne et quelle procédure à suivre ?

CL : Pour se développer à l'international en RDC comme au Royaume-Uni, les entreprises congolaises ainsi que Britanniques devraient se joindre au travers d'une structure commune formelle.

Notre chambre de commerce se veut être cette structure dont l'effet principal est de créer des synergies entre les entreprises des deux pays et ainsi attirer les investissements basés au Royaume-Uni vers la RDC.

Des millions de dollars ont été dépensés pour l'aide à la RDC depuis l'indépendance, sans nécessairement produire l'impact espéré.

Les réseaux organisés comme notre chambre de commerce pourraient être le chaînon manquant.

Pour rejoindre la CCCGB, les entreprises intéressées peuvent nous contacter via :

Notre site web : www.cccgb.org

Notre courriel : info@cccgb.uk

Nos adresses physiques :

* Londres : 27, Old Gloucester Street, London WC1N 3AX, United Kingdom

* Kinshasa : 130A Bd du 30 Juin, Suite 5D, Sanash - Gombe, RDC.



L'ambassadeur Maltman et M. Cédric Longange

Nos numéros de téléphones :

+44(0)7944240644 (WhatsApp)

+44(0)7972 665927 (WhatsApp)

+243 (0)899317302 (WhatsApp)

+44(0)20 8720 6885 (Standard)

CD : Autre chose ?

CL : Comme je l'ai mentionné avant, au Royaume-Uni, il y a près de 5 millions de compagnies dont 99% sont des petites et moyennes entreprises (PME) y compris les entrepreneurs individuels.

En RDC, nous n'avons qu'à peu près 40.000 entreprises. Or, l'entrepreneuriat est le poumon de l'économie.

Nous pouvons nous inspirer des actions similaires à celles associées au succès du Royaume-Uni sur ce point de vue :

-La rapidité de création et d'enregistrement des entreprises en moins de 24 heures. -L'allègement du poids fiscal pour inciter la formalisation des entreprises.

Le taux des taxes au Royaume-Uni est l'un des plus attractifs des pays de l'OCDE. -Un soutien du gouvernement aux entreprises qui démarrent et aux entrepreneurs dont l'accès à des programmes de mentorat et de financement en travaillant avec le secteur privé. -Un support gratuit qui comprendrait l'aide à développer des business plans, comment présenter son projet d'entreprise aux investisseurs, des conseils sur la façon de se développer à l'international, etc.

-Un encouragement des jeunes à découvrir l'entrepreneuriat comme option de carrière. -Le gouvernement britannique a même des programmes d'aide aux entrepreneurs étrangers et aux entreprises technologiques ou les start-ups qui souhaitent délocaliser leur entreprise au Royaume-Uni.

Toute cette panoplie d'actions pratiques est nécessaire pour accompagner l'esprit d'entreprise dans notre pays afin de nous garantir un développement économique soutenue et durable pour le bien-être de tous.

PSVI

À LONDRES, LA RDC A RÉITÉRÉ SON ENGAGEMENT À LUTTER CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES ET SOUTENIR LES SURVIVANTS

Du 28 au 29 novembre 2022, la Preventing Sexual Violence in Conflict Initiative « PSVI », a organisé une grande rencontre internationale à l'occasion de sa 10e anniversaire du lancement, visant à sensibiliser à l'étendue de la violence sexuelle dans les situations de conflit armé et à mobiliser l'action mondiale pour y mettre fin. Elle a connu la participation à Londres, de plusieurs hautes personnalités du monde, parmi lesquelles, la Première dame de la République démocratique du Congo, Denise Nyakeru Tshisekedi.

Très impliquée dans la lutte contre notamment les violences sexuelles, la présidente de la fondation DNT et épouse du président Congolais Felix Tshisekedi a dans son message devant plusieurs personnalités, condamné la guerre injuste menée par des groupes armés « soutenus par le Rwanda ». Une situation qui provoque de millions des morts. « Une guerre injuste est menée contre mon pays, la RDC, par des groupes terroristes soutenus par le Rwanda », a déclaré la première dame de la RDC. En alertant que « Sa partie orientale est en proie à un cycle répétitif de conflits au cours desquels le viol a été massivement utilisé et continue. Il va sans dire qu'en l'absence de ce conflit, nous n'aurons pas à déplorer toute sorte de crimes graves dont les violences sexuelles.

Il est donc plus qu'urgent de travailler à la prévention de ces conflits et de promouvoir ce qui unit plutôt que ce qui nous divise », a-t-elle ajouté.

L'épouse du président Tshisekedi était accompagnée par la ministre d'Etat à la Justice, Rose Mutombo, qui avait conduit la délégation, la ministre du Genre, de la famille et de l'enfant, Gisèle Ndaya, la conseillère du chef de l'Etat en charge des questions de lutte contre les violences sexuelles, Chantal Mulop.

Elles ont porté, toutes, le plaidoyer de la RDC pour la fin d'une guerre qui a duré plus de deux décennies et dont les femmes sont les principales victimes.

Elles ont également vanté les efforts consentis par la RDC pour prévenir, mettre fin aux violences sexuelles, et assurer une prise en charge holistique des survivants à savoir : les travaux pour la mise en place d'un fonds destiné à la réparation des victimes des VBG liés aux conflits armés, l'institutionnalisation des Centres Intégrés des Services Multisectoriels (CISM), l'implication du président de la République à travers le lancement de la campagne Tolérance zéro immédiate.



Mme. Denise Nyakeru, première Dame de la RDC et présidente de la FDNT



Le docteur Denis Mukwege, fondateur et médecin directeur médical de la fondation Panzi, et Tatiana Mukanire, du Mouvement national des survivants des violences sexuelles ont également fait partie de la délégation congolaise.

Deux mois avant cette rencontre mondiale sur la Prévention de la violence sexuelle liée aux conflits, à la demande du ministère britannique des Affaires étrangères, du Commonwealth et du développement, la Comtesse de Wessex s'est rendu en RD Congo. Elle est le premier membre de la famille royale à visiter la RDC.

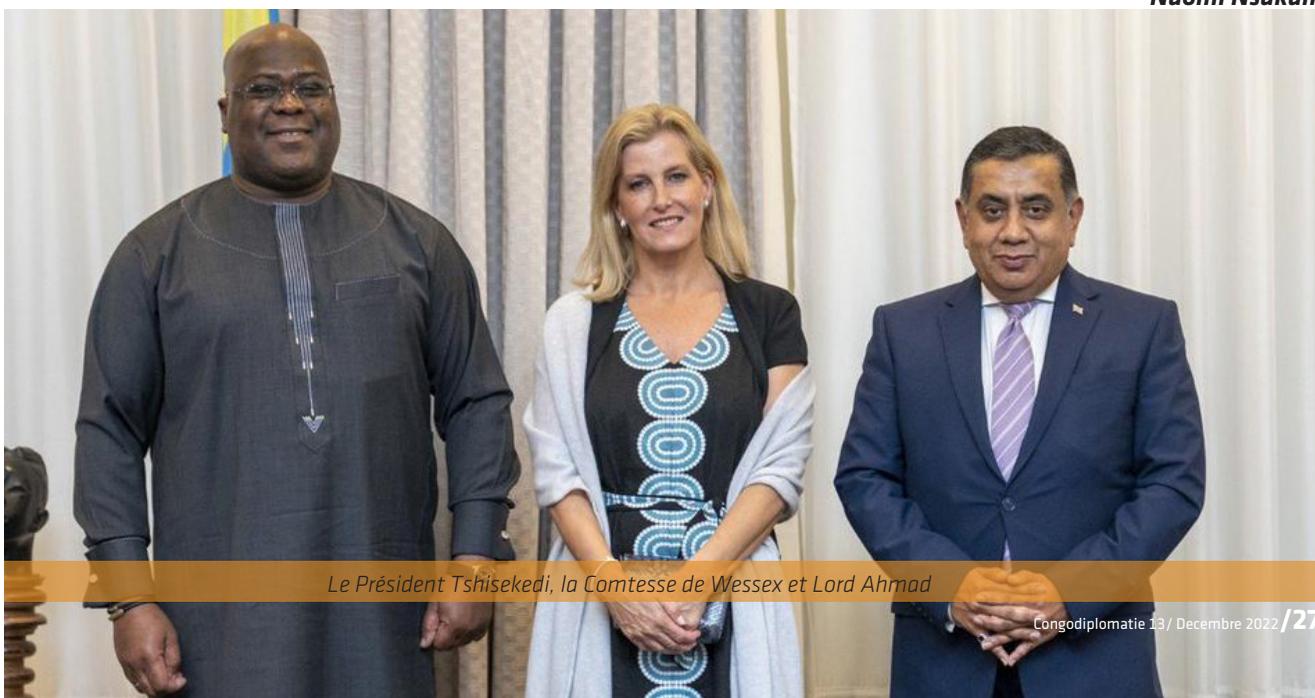
Arrivé à Kinshasa pour une semaine en RDC, la Comtesse de Wessex, accompagnée de l'Envoyé spécial du premier ministre pour la prévention de la violence sexuelle, Lord Ahmad, a rencontré le Président congolais Felix Tshisekedi, ensuite la première dame, Denise Nyakeru avec qui ils ont échangé sur le travail de sa fondation qui vise à autonomiser les femmes et à mettre fin à la violence basée sur le genre.

Étape suivante et importante, le Sud Kivu, où la Comtesse de Wessex et le Ministre Ahmad ont rencontré les partenaires qui préviennent et répondent aux violences sexuelles liées aux conflits avant la conférence de Londres.

Parmi ces partenaires, il y a : les représentants de la MONUSCO avec qui ils ont échangé sur l'impact dévastateur du conflit sur les communautés locales ; le Trial international – une ONG de lutte contre l'impunité pour les crimes internationaux dans les conflits et de soutien aux survivants ; les représentants de la société civile du Sud-Kivu ; le célèbre hôpital de Panzi spécialisé dans le traitement des survivants de viols de guerre, leur autonomisation et l'accès à la justice.

Dans son passage, la Comtesse a rencontré le docteur Denis Mukwege. Elle a ensuite passée du temps avec les survivantes prises en charge, ainsi qu'avec le personnel spécialisé qui les soutient dans leur réadaptation. Après l'hôpital, la Comtesse a visité la Fondation Panzi. Structure créée pour aider les victimes de violences sexuelles liées aux conflits à reconstruire leur vie et traquer leurs agresseurs en justice.

Naomi Nsakani



Le Président Tshisekedi, la Comtesse de Wessex et Lord Ahmad

COP27

VIVEMENT UN FONDS DE SECOURS POUR LES PAYS PAUVRES VICTIMES DE DÉSASTRES CLIMATIQUES



La COP27 d'Égypte sans l'accord sur le financement des effets du changement climatique en faveur des pays faibles ne serait pas la COP d'Afrique ! Le timing de la matérialisation de ce fonds est connu et fixé par tous les participants à la COP27 d'Égypte sur le climat, avant la COP28.

Il ne faisait ombre d'aucun doute que la COP27 ne manquerait pas d'arracher la convergence de vues sur cette épineuse question du fonds devant permettre aux pays à revenus faibles de faire face aux effets indescriptibles du changement climatique.

Ainsi auteurs d'un accord réputé historique, les promoteurs de cet accord sur le fonds d'aide peuvent raisonnablement crier « victoire », car les âpres et intenses discussions ont emmené les conférenciers à une rallonge de quelques heures. Question de voir le verre de la COP27 à moitié plein !

Ce texte vise à apporter une aide financière aux pays faisant face à des catastrophes climatiques auxquelles il n'est plus possible de s'adapter, à l'instar des récentes inondations au Pakistan et dans certains pays de l'Afrique centrale comme le Cameroun. Il prévoit qu'un fonds soit opérationnalisé d'ici la COP28.

28/Congodiplomatie 13/ Décembre 2022

Par ailleurs, la décision a néanmoins été largement saluée par les États participants et les militants.

Dans cet enthousiasme ambiant, on a pu entendre la ministre française de la Transition énergétique, Angès Pannier-Runacher clamer : "Cet accord répond aux attentes des pays les plus vulnérables avec une avancée forte".

Le Premier ministre pakistanais Shehbaz Sharif, quant à lui, a réagi sur son compte Twitter en disant : « Un premier pas décisif vers l'objectif de justice climatique ». Enfin une autre réaction est celle de Collins Nzovu, ministre zambien de l'Environnement, qui renchérit en disant : « Je crois vraiment que c'est historique ». « C'est un résultat très positif pour 1,3 milliard d'Africains ». Tout compte fait, c'est la première fois que les parties présentes à un sommet sur le climat entérinent le principe d'un fonds pour compenser les "pertes et préjudices", à savoir, les dégâts irréversibles déjà causés par le réchauffement climatique dans les pays les plus vulnérables.

Un comité est chargé d'en déterminer les contours d'ici la COP 28 qui aura lieu à Dubaï en 2023. Ce mécanisme était attendu depuis des années par les principaux pays concernés. Néanmoins, le texte de l'accord n'apporte pas de précisions sur le financement du fonds. C'est encore l'Afrique qui en sort la plus grande bénéficiaire.

Pour des raisons rappel, les pays les plus touchés par le réchauffement de la planète sont les moins responsables des émissions de gaz à effet de serre. Ce ne sera que justice de les voir bénéficier de ce fonds pour résoudre des problèmes y afférents.

Rien de nouveau pour l'opinion à ce jour concernant le vocable des "pertes et dommages". Il part du constat que les phénomènes météorologiques extrêmes dus au changement climatique représentant des dommages coûteux pour les États qui les subissent, et qui sont en majorité des pays en développement.

Pourtant l'intensification de ces catastrophes reste causée par l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre, principalement par les pays riches et industrialisés. Ainsi, les pays en développement considèrent qu'ils devraient recevoir des compensations financières quant à ce.

Reste toutefois à définir la question des modalités de cet accord, qui seront établies l'année prochaine. Répondant aux questions d'un confrère, Clément Sénéchal, chargé de campagne "climat" à Greenpeace France, estime à ce sujet que tout se jouera « autour de la taxation des superprofits des industries fossiles qui sont les premières responsables des malheurs que subissent les populations du Sud.

Ce sera une bataille ardue, je pense que les pays développés vont mettre en œuvre un certain nombre de stratégies ».

Des personnalités dans ce combat de la justice climatique ne sont restées sans voix. Tel est le cas du chargé de la diplomatie verte au WWF France, Arnaud Gilles. Tout en saluant "cet accord historique",



il rappelle toutefois qu'il ne s'agissait que d'une étape dans la lutte contre le changement climatique. Il poursuit en disant que "Ce n'était pas gagné et il faut mesurer le chemin qui a été parcouru pour convaincre des pays comme ceux de l'Union européenne de répondre aux besoins des pays en développement qui sont sur le front de la crise climatique et qui ne sont pas responsables de ce qui leur arrive. Financer les pertes et dommages est nécessaire mais pas suffisant : il est aussi urgent de réduire les émissions de gaz à effet de serre", a-t-il lâché. Même si les modalités pratiques de sa mise en œuvre ne sont pas définies, ses promoteurs qualifient cette résolution d'historique.

Ce fonds sera inévitablement destiné à compenser financièrement les dommages climatiques déjà subis. Il était pour autant réclamé depuis de nombreuses années par les pays les plus vulnérables et finalement adopté lors de la COP27 en Égypte. Ce qui est paradoxal, c'est que la création dudit fonds a été ajoutée au dernier moment à l'ordre du jour de cette conférence des Nations unies sur le climat. Bien évidemment, cette sensible question des "pertes et dommages" climatiques dans les pays pauvres a failli faire capter le sommet. C'est dans cette mesure que les tenants de cette création crient à une victoire historique.

Cette question a été soulevée, lors des négociations de la COP 27, par les pays en développement à travers une proposition du puissant groupe de négociation G77+Chine. Cependant, le sujet a failli ne pas atteindre de compromis, certains pays développés souhaitant que la Chine soit considérée comme un contributeur plutôt que comme un bénéficiaire potentiel, ce que Pékin a refusé.

Au final, l'envoyé chinois pour le climat, Xie Zhenhua, a convenu que le fonds devait profiter à tous les pays en développement, mais être dirigé "en priorité vers les pays fragiles". Ce qui sera justice !



AFRICA SUMMIT FINANCIAL TIMES

À LONDRES, LE PRÉSIDENT CONGOLAIS ET DE LA SADC A PRÉSENTÉ LE POTENTIEL DE L'AFRIQUE AUX INVESTISSEURS ET PLUSIEURS PERSONNALITÉS

Sous le thème « Investir en Afrique », la rencontre internationale organisée par le Financial Times à Londres, en Grande Bretagne, à laquelle a pris part le président Congolais Félix Tshisekedi, a réuni des délégations de haut niveau de gouvernements, d'entreprises, de décideurs politiques et d'investisseurs.

Le président Tshisekedi, invité de marque et principal orateur à ce forum de Londres, a pris la parole le 18 octobre pour présenter le potentiel de la République démocratique du Congo aux investisseurs et plusieurs personnalités qui ont pris part à ces assises. Au cours de celles-ci, plusieurs sujets ont été abordés, notamment la problématique de l'après covid-19 en Afrique, le climat des affaires, les investissements et la transition énergétique.

Ce sommet londonien est un grand rendez-vous annuel des investisseurs intéressés par l'Afrique. Il est spécialisé sur les matières premières minérales, et rassemble des opérateurs économiques désireux de connaître le présent et l'avenir du monde pour investir au bon endroit et au bon moment.

Le président de la RDC et Président en exercice de la SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe), a mis à contribution sa participation à African Summit Financial Times pour faire un plaidoyer en faveur des investissements sérieux à travers le continent africain.

Pour Félix Tshisekedi, l'Afrique est un continent où investir devient une nécessité.

« Aujourd'hui, plus qu'hier, investir en Afrique devient une nécessité, pour ne pas dire un acte salvateur, non pas dans la logique du discours réducteur et marginalisant qui a toujours prévalu à l'encontre de nos populations, mais plutôt vis-à-vis des enjeux auxquels l'humanité est confrontée.



En effet, vous n'êtes pas sans ignorer les effets dévastateurs du réchauffement climatique et l'obligation qu'il nous incombe en tant qu'êtres humains, sans distinction aucune, d'accélérer notre transition vers l'émergence d'une économie verte et durable pour ainsi sauver notre planète », a exhorté Félix Tshisekedi.

Et d'ajouter : « Contrairement aux autres continents, l'Afrique se veut jeune car composée à plus de 60% d'une population âgée de moins de vingt-cinq ans ; le continent noir, c'est également le vivier minéral les plus prolifiques de notre planète puisque possédant près d'un tiers des réserves en minerais de celle-ci et surtout lorsqu'on sait que l'Afrique est enfin, la clé de voûte de cette nouvelle révolution industrielle, dite verte.», a déclaré Félix Tshisekedi.

Des investisseurs dans les start-ups aux infrastructures physiques et numériques et de la vente au détail et des télécommunications à la production de vaccins, le sommet a examiné de près le paysage des investissements.

Keke Beya



Never Limit Children

UNE ASBL SPÉCIALISÉE DANS LA PRISE EN CHARGE DES ENFANTS AUTISTES EN RDC

Le 29 septembre dernier, l'association Never Limit Children a organisé sa première conférence et le lancement de ses activités. En présence d'une importante assemblée, la Présidente de cette ASBL, Mado Madiya, a officiellement lancé à l'hôtel Memling de Kinshasa, la récolte des fonds pour la prise en charge de l'autisme en RDC, au cours d'une conférence.

Professeurs d'universités, médecins spécialisées, membres du gouvernement congolais, Délégués des organismes internationaux, parents des enfants autistes, tour à tour, les intervenants ont démontré combien il était temps d'agir avec des apports concrets pour soutenir cette initiative. Avec émotion, ils ont ému les vœux d'accélérer la mobilisation pour qu'enfin, la prise en charge de l'autisme soit une réalité.

Dans son mot de circonstance, madame Madiya a présenté les grands défis de l'autisme en RDC, les besoins de la prise en charge et l'approche méthodologique.

Les enfants autistes que les coutumes gardent silencieux malgré leurs fortes capacités ; que les pratiques sociales étouffent les initiatives louables ; que les différents enseignements préfèrent simplement soumis ; que la force d'entreprendre supporte

le poids des moqueries au-delà des tempêtes et des crises familiales, peuvent désormais compter sur le NLC, qui propose un moyen pratique adapté pour la gestion personnalisée de chaque enfant à partir des éléments d'information fournis par ses parents ou tuteurs.

Par cet outil, NLC éveille l'attention des parents sur le caractère non malade de l'autisme pour identifier le centre d'intérêt de l'enfant, afin de réussir son insertion sociale, scolaire et culturelle.

A cet effet, NLC a déjà, dans ses déploiements, organisé des formations et animé des émissions à forte audiences sur Top Congo FM pour sensibiliser les familles à se mobiliser autour des enfants autistes.

APPELLE AU SOUTIEN DE TOUS

L'ASBL NLC, qui est un Cadre de réflexion, un lieu d'échanges et d'expertise indépendante en prise sur l'actualité dans le domaine de l'autisme en RDC, invite les donateurs et personnes de bonne foi qui

croient en cette initiative, à participer dans la matérialisation de ce projet qui consiste entre autre à : Aider les familles à mieux comprendre la situation de l'enfant et les aider à y faire face ; Encourager la création des établissements d'accueil ; Former les éducateurs à la prise en charge technique ; Aider les enseignants de ces enfants à maîtriser les cas et les prendre en charge ; Développer au maximum les capacités des enfants autistes ; Repérer tôt le cas d'autisme et lancer le traitement éducatif pour une amélioration efficace d'une croissance autonome et épanouie ; Accompagner les enfants autistes dans leur épanouissement et développement personnel, par le moyen d'une éducation (traitement éducatif) ; Placer la santé et l'éducation au rang des axes prioritaires pour l'épanouissement ; Sensibiliser l'opinion sur la dimension « thérapeutique » de l'éducation susceptible de réduire les symptômes autistes et améliorer des difficultés fondamentales d'apprentissages ; Organiser l'éducation comme « traitement » dès le bas âge ; Créer les structures d'encadrement et d'apprentissage pour palier à l'altération du développement cérébral ; Rassembler les matériels didactiques spécialement adaptés comme les cartes-images pour s'exprimer ;

Encourager par le traitement éducatif la qualité de vie future assurée par l'acquisition, non seulement de connaissances mais également de savoir-faire « utiles ».

Présent à cette conférence, le Docteur Jean-Jacques Mbungani, Ministre de la Santé Publique a remercié NLC pour son initiative et salué l'engagement dans un domaine peu exploité par le gouvernement congolais.

Il a promis de faire le plaidoyer auprès du gouvernement et des partenaires techniques et financiers.

Les parents des enfants autistes également à leur tour, ont chacun à sa manière, salué l'initiative de NLC et particulièrement sa présidente, madame Mado Madiya, pour sa passion envers les enfants autistes alors qu'elle n'est pas touchée par ce cas dans sa famille.

NLC s'engage à rendre compte aux partenaires humanitaires, ainsi qu'à tous ceux qui se manifesteront à cet appel, de l'avancement du début à la fin, de chaque projet qu'elle aura à réaliser grâce à leur apport matériel et financier.

NLC





SUÈDE-RDC

LES SESSIONS IN KINSHASA III REÇOIT LES PIANISTES SUÉDOIS DANIEL PROPPER ET CONGOLAIS EXAUCÉ NGOSO

Le 27 octobre dernier, à 18h00, la résidence de Suède ouvre sa porte aux amoureux de la musique, pour prendre part à la troisième session des « Sessions in Kinshasa » avec Daniel Propper et Exaucé Ngoso.

Sessions in Kinshasa est une série de sessions musicales qui fournit des opportunités d'échanges musicaux et culturels informels entre musiciens suédois et congolais avec la résidence de Suède comme scène musicale et lieu de rencontre, où le piano à queue de la résidence est un point de rassemblement et où l'opportunité est également donnée à des échanges sur la Suède, la République démocratique du Congo, la culture, les valeurs, la politique et d'autres sujets d'actualité.

L'ambition est ainsi de contribuer à approfondir à travers la musique, le dialogue et les relations entre la Suède, la RDC et toutes et tous qui assistent aux sessions.

La troisième édition reçoit le pianiste suédois Daniel Propper et le pianiste congolais Exaucé Ngoso pour amener l'audience à un échange musical sans précédent.

Daniel Propper, « Poète du piano » selon certains critiques, est né à Stockholm en Suède, avec un double héritage suédo-viennois, et s'est installé en France depuis 1994.

Après une année d'études à la célèbre Juilliard School de New York, il reçoit, en 1993, le diplôme de soliste du Conservatoire de Stockholm. En France, il suit le cycle de perfectionnement au Conservatoire de Paris (CNSM).

Parmi ses nombreux enregistrements, les Variations Goldberg (CD et DVD) et les œuvres pour piano de Grieg (6 CD) ont été particulièrement remarqués. Daniel Propper a reçu le Prix 2012 de la Fondation Napoléon, pour l'Echo des batailles, un double CD publié avec le soutien du Centre de Musique Romantique Française – Palazzetto Bru Zane.

Exaucé Ngoso est un pianiste-saxophoniste-clarinettiste congolais et enseignant d'éducation musicale au Collège Bonsomi à Kinshasa. Il a fait ses études de piano classique à l'Institut National des Arts (I.N.A.).

Il est passé entre les mains de monsieur Dominique Mbembila, ancien du Conservatoire Royale de Bruxelles et a participé aux ateliers de piano avec Fabian Jardon, Professeur à l'IMEP et Brigitte Focroulle, professeur de piano au Conservatoire de Liège.

En tant que saxophoniste, sa musique est orientée vers le Jazz, la Rumba congolaise, la Pop et l'improvisation et a eu à collaborer avec quelques Grands noms de la musique congolaise, notamment Lokwa Kanza, Jones Stone et autres.

La troisième édition des Sessions in Kinshasa est une suite d'une série qui a commencé le 9 juin 2022 avec l'artiste suédo-congolais Mohombi, Auteur-compositeur-chanteur qui a reçu deux Grammy Awards et ses vidéos ont été vu par plus de 3 milliards de personnes, et l'artiste congolaise Céline Banza qui a remporté le Prix Découvertes RFI en 2019 grâce à sa chanson « Te Rembi » ; suivi de la deuxième session qui a réuni le pianiste suédois Mattias Nilsson et le pianiste congolais Tyson Meya.



De G à D, Thères K., Daniel P., Ambassadeur Rasbrant et Exaucé N.

Elle s'est clôturée dans une ambiance amicale, par un cocktail et quelques morceaux jouer par l'ambassadeur de Suède en RDC, monsieur Henric Rasbrant.

Ambassade de Suède



Interview avec Arthur Francisco

FONDATEUR DE HOPE BOLAMU

Arthur Francisco est un membre de la diaspora congolaise du Royaume-Uni. Il vit à Londres et dispose d'une structure socio humanitaire et éducative à Kinshasa. Il nous parle de son activité dans cette interview.



Congodiplomatie Magazine : Monsieur Francisco, Parlez-nous brièvement de votre structure, comment est-elle née et quels sont ses objectifs ?

Arthur Francisco : Ma structure est une association sans but lucratif qui s'appelle Hope Bolamu.

L'association est de droit congolais, à vocation internationale, représentée en Afrique et en Europe. Cette association est née de ma volonté d'apporter ma contribution au développement sociohumanitaire et éducatif.

Hope Bolamu est une association apolitique, avec pour objectifs principaux ; - Lutter contre l'analphabétisme en créant des écoles et des centres d'apprentissage des métiers. - Donner accès à la population à des soins de santé appropriés en créant des hôpitaux, des centres de santé et des pharmacies. - Réaliser des activités agro-pastorales. - Lutte contre la pauvreté et la délinquance juvénile. - Prendre soin des seniors en créant des maisons de retraite. - protéger et assainir l'environnement.

CD : Quelles sont les actions déjà réalisées dans le cadre de vos objectifs ?

AF : Hope Bolamu asbl existe déjà depuis 3 ans (août 2019). Dans le cadre de nos objectifs, plusieurs réalisations ont déjà été réalisées, notamment sur le plan pédagogique, avec la création d'une crèche et d'une école maternelle Hope Nursery. Un centre d'apprentissage des métiers (coiffure, coupe et couture et informatique) pour les filles mères. Une cagnotte de rentrée scolaire pour les enfants démunis de parents militaires au camp Lieutenant Colonel Kokolo. Et des actions caritatives appelées Noël pour tous, en faveur des enfants des orphelinats de l'ORPER.





CD : Parlez-nous brièvement de la garderie Hope nursey à Kinshasa.

AF : La crèche et maternelle Hope nursery est une structure qui prend en charge les enfants de l'âge de 3 mois à 5 ans. Hope Nursery est une solution pour les parents actifs avec de jeunes enfants. Nous proposons la solution à ce casse-tête de plusieurs parents professionnels à court de solutions pour bien s'occuper de leurs enfants.

De 7h à 17h, dans un environnement d'apprentissage sécurisé, vos enfants sont pris en charge. Pour ceux de la maternelle, Hope Nursery met l'accent sur une bonne base dès le départ.

Comme le dit notre slogan; « L'excellence dès le bas âge ». Nos enfants de maternelle reçoivent une éducation de très haute qualité, ce qui leur assure d'exceller là où ils vont poursuivre leurs études primaires.

CD : Le président Tshisekedi a rencontré récemment le Roi britannique Charles III. Quel est votre regard en tant que Congolais du Royaume-Uni après cette rencontre historique, et quelles sont les attentes de la diaspora par rapport à cette visite ?

AF : La Rencontre du Président de la République Son Excellence M. Félix Antoine Tshisekedi et du Roi Charles III est historique comme vous l'avez mentionné plus haut, car il est l'un des tout premiers président que le roi a reçu en audience privée.

Cette rencontre laisse présager de bonnes choses sur le plan diplomatique entre les deux nations. En tant que membre de la diaspora congolaise en Grande-Bretagne, j'espère voir les retombées économiques de cet entretien dans un proche avenir.

CD : La RDC et le Royaume-Uni entretiennent des bonnes relations depuis des années, et vous êtes sûrement au courant de la situation sociale et économique que traverse la RDC. En tant que Congolais vivant dans l'une des 5 premières économies mondiales, quel message pouvez-vous adresser aux

autorités et investisseurs britanniques qui vont vous lire.

AF : Aux autorités et investisseurs britanniques, je demanderai qu'ils continuent à soutenir les différents efforts économiques initiés par les autorités congolaises mais aussi par les différents acteurs du secteur privé.

La République Démocratique du Congo est un projet colossal qui nécessite la contribution de tous ceux qui s'intéressent à la chose. En tant que grande puissance économique mondiale, la Grande-Bretagne et ses investisseurs sont très bien placés pour impulser des actions concrètes, notamment dans les secteurs privés.

CD : En général, qu'est-ce que la diaspora congolaise de Grande-Bretagne apporte en termes d'investissements en RDC

AF : La diaspora congolaise en Grande-Bretagne est l'une des diasporas les plus actives en termes d'investissement en RDC. Répartis dans plusieurs secteurs, beaucoup investissent dans l'immobilier et le divertissement. Nous sommes regroupés dans une plateforme formelle qui est la Chambre de Commerce de la RDC qui sert aussi de think tank, pour réfléchir sur les problèmes congolais.

CD : Vous avez choisi la Grande-Bretagne comme votre 2e patrie, comment est-ce de vivre et de travailler dans ce grande, riche et puissante monarchie du monde ?

AF : Vivre et travailler en Grande Bretagne est une expérience inédite et la culture anglo saxonne est l'une des meilleures que je connais. Ici, ces sont tes mérites qui te font propulser au-devant de la scène car la société britannique est une méritocratie, basée sur les valeurs du travail et de l'humanisme. Oui, après la République démocratique du Congo, j'ai choisi la Grande Bretagne comme ma deuxième patrie.

CD : Votre mot de la fin

AF : Enfin, je voudrais dire un grand merci au magazine Congodiplomatie. Vous faites un excellent travail pour vendre la nation congolaise à l'international. Continuez sur cette ligne et multipliez encore plus les occasions d'éclairer les partenaires étrangers sur la situation de la République démocratique du Congo. Merci.

Christopher Karim